

ASSEZ DES DIKTATS DE LA TROÏKA ET DES CRÉANCIERS ! EN GRÈCE COMME ICI, CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER POUR LES BANQUES ! ANNULATION DE LA DETTE !

RENAULT TRUCKS

FEVRIER 2015

TSIPRAS et la direction de Syriza sont au pied du mur : ils déclarent qu'ils ont été élus pour appliquer un programme de rupture avec l'austérité et en même temps tentent de négocier avec les dirigeants de l'Union européenne. Ceux là-même qui, pour continuer leurs prêts, exigent l'application des politiques budgétaires, la baisse du niveau de vie du peuple grec et la destruction des services publics.

La population grecque, les travailleurs, les chômeurs ont élu ce gouvernement pour qu'il rompe avec la politique brutale imposée au peuple grec depuis 4 ans (les salaires ont baissé de près de 30 %, 200 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés...). Il s'agit maintenant de ramener les salaires et les retraites à leur niveau d'avant la crise ; de revenir aux conventions collectives d'avant-crise ; de rétablir un seuil minimum de revenu imposable à 12 000 euros ; de supprimer les taxes sur le fioul de chauffage... Ces mesures, si elles sont appliquées, auront une signification pour le peuple grec et au-delà en Europe : l'austérité peut être bloquée !

Les dirigeants européens veulent soumettre le peuple grec !

Mais Tsipras se heurte déjà à la politique des classes dominantes. La réunion de l'Eurogroupe, les ministres des finances de l'Union Européenne, a refusé d'entendre les demandes du peuple grec d'en finir avec les politiques d'austérité. Ils ont exigé de Tsipras... qu'il poursuive le plan d'austérité mis en œuvre par Samaras, son prédécesseur !

Les dirigeants européens en font un préalable pour ouvrir les discussions sur la dette. En attendant ils tentent d'étrangler un peu plus la Grèce. Pourtant cette dette n'a servi qu'à renflouer les banques et à leur payer une rente scandaleuse. Les classes populaires n'ont pas à la payer, elle doit être

annulée, c'est aux financiers de payer. La Banque centrale européenne (BCE), comme Hollande ou Merkel, veut mettre le peuple grec à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses propres engagements.

Pour les financiers et leurs hommes politiques il ne faut pas laisser croire qu'ils pourraient céder, ni même négocier.

Solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs !

De l'argent, il y en a. La BCE ne vient-elle pas de mettre plus de 1 000 milliards à la disposition des banquiers ? Les actionnaires des entreprises du CAC 40 ont reçu 56 milliards d'euros de dividendes l'année dernière, une augmentation de 30%. Entre novembre 2006 et mars 2007, l'évasion fiscale organisée par une filiale suisse de la banque britannique HSBC se monte à 184 milliards d'euros !

La dette est une question de rapport de force politique. La tournée des capitales européennes par Tsipras et Varoufakis, le ministre grec des finances, n'apportera rien. Car, pour imposer la rupture avec l'austérité et les mesures d'urgence nécessaires, c'est la mobilisation sociale et l'auto-organisation qui sont indispensables. Le défi lancé par les travailleurs grecs est le nôtre. Quand la BCE, Merkel ou Hollande les attaquent, c'est nous aussi qu'ils attaquent et menacent.

C'est pourquoi la lutte du peuple grec est notre lutte.

Le NPA, complètement solidaire du peuple grec, propose que toutes les forces de la gauche politique et syndicale opposées à l'austérité se rassemblent pour le soutenir et exiger l'annulation de la dette publique grecque.

Nous-mêmes, en France, engageons le combat pour stopper les politiques de régression sociale, pour nous débarrasser du gouvernement qui en est responsable !



Salaires en berne, profits en hausse

La direction de Renault Trucks a lâché + 0,9 % d'augmentation générale. Une misère ! Elle a entonné le refrain habituel sur les difficultés du marché. Mais elle dit aussi que les commandes remontent...

Comme d'habitude, il n'y a pas de retour sur les « efforts » demandés aux salariéEs. Qui s'en étonnera ? Les suppressions d'emplois, les économies sur la masse salariale à cause des changements d'horaire, n'avaient qu'un seul but : maintenir les dividendes des actionnaires à un niveau élevé. Les dirigeants de Volvo prévoient d'ailleurs de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires le versement des mêmes montants de dividendes que l'année dernière.

Et ceux de Volvo sont comme les autres. Selon les médias économiques, les dividendes versés en 2014 par les 40 grandes sociétés cotées en bourse à Paris ont atteint 56 milliards d'euros, presque le record de 2007.

Oui, il existe bien une minorité de privilégiés. Ils mentent quand ils disent qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires. Bien sûr, ils prennent la précaution de dissimuler leur fortune. Mais quelquefois, ils se font prendre. Comme ces 100 000 particuliers et ces 20 000 sociétés offshore titulaires d'un compte HSBC en suisse qui, entre novembre 2006 et mars 2007, y ont déposé 184 milliards d'euros pour les dissimuler aux services fiscaux de leur pays, comme l'a révélé le journal Le Monde il y a quelques jours. Et encore, il ne s'agit là que d'une seule banque, et d'une période limitée dans le temps. La partie visible de l'iceberg, en quelque sorte. On imagine à peine les fortunes qui se font sur notre dos.

Cela fait des années que les salaires sont pressurés. Et cela va continuer, car les actionnaires sont insatiables. Sauf si, tous ensemble, on décidait de s'y mettre pour récupérer notre dû.

Les interventions militaires françaises extérieures : une aubaine pour les fabricants d'armes

Le groupe Volvo, à travers sa filiale française Renault Trucks Défense, a bénéficié des crédits du Ministère de la Défense à hauteur de 94 millions d'euros en 2014 (128 millions en 2013). On est certes loin des marchés arrivant en tête du classement, avec DCNS et ses sous-marins nucléaires (2,1 milliards d'euros en 2014). Mais, pour les patrons de Volvo, cela compte quand même, comme pour beaucoup d'autres groupes mondiaux.

Pour les actionnaires, tout ce qui peut rapporter de l'argent est bon à prendre et les ventes d'armes sont un marché florissant. Fin 2014, Renault Trucks Défense s'est associé à Nexter et Thalès pour la livraison de véhicules blindés à l'armée française. C'est le programme « Scorpion ».

Les expéditions militaires françaises en Afrique sont une aubaine pour les actionnaires de Volvo.

Loi Macron : passage en force du gouvernement pour satisfaire le patronat !

À travers cette loi, le gouvernement prétendait s'attaquer aux privilèges des professions réglementées. En fait, le ministre-banquier de l'économie n'a jamais eu l'intention de remettre en cause les intérêts des vrais rentiers, ceux qui font de l'argent en dormant grâce à leur capital et encaissent les dividendes fruits de l'exploitation des salariéEs. Bien au contraire !

La loi Macron, c'est l'extension du travail du dimanche avec l'ouverture des commerces jusqu'à douze dimanches par an sur autorisation administrative. Les salariéEs des « zones touristiques internationales » pourront être contraintEs de travailler tous les dimanches et en nocturne. Certes « au volontariat », mais tout le monde sait ce qu'est le volontariat dans une entreprise sous la pression du chômage, de l'encadrement... Et, question salaires, aucune obligation fixée par la loi.

Pour les patrons, la loi Macron allège les « contraintes ». Elle prévoit la dépenalisation par ordonnance d'une partie du droit du travail. Elle poursuit la destruction des prud'hommes entamée avec la suppression de l'élection des conseillers. L'irresponsabilité pécuniaire des grands groupes lorsqu'une de leur filiale met la clef sous la porte est également entérinée. Cerise sur le gâteau, l'employeur qui vide les caisses de l'entreprise sans respecter les procédures n'encourra plus qu'une amende.

Le feuilleton parlementaire des trois dernières semaines et le coup de force du gouvernement montrent une fois de plus que ce gouvernement est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront leur faire entendre raison.

Ils ont marqué un point, mais le projet doit passer au Sénat en avril : c'est du temps supplémentaire pour construire une mobilisation unitaire et massive du monde du travail pour le retrait du projet de loi. L'annonce d'une grève nationale interprofessionnelle le 9 avril, à l'appel de la CGT, de FO et de Solidaires, est une bonne chose.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>